

Les subsides

● (1300)

Ce sont les Canadiens qui feront de cet accord un succès. Ce sont eux qui permettront à notre pays d'être davantage florissant en relevant le défi de la concurrence internationale plutôt que de revenir, comme l'opposition le propose, au 19^e siècle. Je suis tout à fait persuadée que les Canadiens choisiront notre vision de l'avenir. Le protectionnisme ne peut qu'entraîner une dépression alors qu'une libéralisation des échanges conduit à la prospérité. Ce sont là les leçons à tirer de l'histoire. Il s'agit, en l'occurrence, du seul choix qui s'offre à nous. Le gouvernement et les Canadiens savent fort bien que l'opposition n'offre aucune autre solution. Nous n'ignorons pas que le libre-échange est dans l'intérêt de tous les Canadiens.

M. Nystrom: Monsieur le Président, je voudrais poser une question à la ministre du Commerce extérieur (M^{lle} Carney). Elle a déclaré au début de son discours, aujourd'hui, que le chef du NPD (M. Broadbent) était opposé à l'investissement étranger et au libre-échange et qu'il n'avait jamais proposé une autre solution. Je voudrais donc m'attarder sur deux questions, à savoir la soi-disant opposition de mon chef à l'investissement étranger et la prétendue absence de solutions de rechange.

Je voudrais demander à la ministre pour quelles raisons elle fait des affirmations de ce genre, étant donné que, avant qu'elle n'intervienne, en réponse à une question que le député de Mission—Port Moody (M. St. Germain) lui a posée à ce sujet, mon chef a déclaré que nous souscrivons aux principes de l'accord sur l'automobile, mais qu'il ne s'agit pas de libre-échange? Il s'agit plutôt d'un accord commercial. Il a précisé au nom de notre parti que si on pouvait appliquer des principes semblables à ceux du Pacte de l'automobile, secteur par secteur, notre parti donnerait son accord.

Notre chef a également déclaré au député de Mission—Port Moody que nous ne nous opposons pas à l'investissement étranger s'il est entendu qu'il servira les intérêts du Canada, si nous obtenons des garanties et concluons une entente. Il a été très clair à ce sujet. Notre chef et d'autres députés ont aussi parlé à maintes reprises à la Chambre d'une stratégie économique et industrielle, surtout en ce qui concerne l'investissement étranger.

Je tiens à demander à la ministre du Commerce extérieur pourquoi elle ne fait pas preuve d'un peu plus d'honnêteté et de franchise à la Chambre et ne dit pas aux Canadiens que le chef de notre parti, le député d'Oshawa, propose des solutions de rechange à cette entente de libre-échange, qu'il a signalé que notre parti appuie l'Accord sur l'automobile, par exemple, et qu'il serait favorable à une entente semblable, par secteur, si elle renferme des garanties pour les Canadiens?

Il est temps d'être honnête envers les Canadiens. Il est temps de leur dire la vérité et je veux savoir pourquoi la ministre du Commerce extérieur ne fait pas preuve de franchise, au lieu de présenter sous un faux jour la position du Nouveau parti démocratique? Je lui demande de répondre à cette question.

Mlle Carney: Monsieur le Président, permettez-moi de vérifier dans mes notes ce qu'a déclaré le député d'Oshawa. Selon lui, cette entente n'est qu'un énorme bradage.

Des voix: C'est exact.

Mlle Carney: Non, ce n'est pas un vaste bradage. Nous avons supprimé les obstacles à l'investissement, ce qui favorise

un climat économique dynamique comme celui que connaît le député à Oshawa. Et pourtant, il prétend que nous ne devrions pas ouvrir nos marchés aux investisseurs étrangers.

Il a ajouté—et j'espère qu'il en fera un des arguments de sa campagne—que les Américains sont plus honnêtes que les Canadiens.

M. Broadbent: Je n'ai jamais dit qu'ils étaient plus honnêtes que les Canadiens.

M. Nystrom: Répondez à la question, Pat.

M. Broadbent: Ils sont plus honnêtes que vous.

Mlle Carney: Il a dit que les Américains étaient plus honnêtes que les Canadiens. J'espère qu'il le redira aux élections.

M. Broadbent: C'est faux. Vous recommencez.

Mlle Carney: C'est exactement ce qu'il a dit. S'il est en faveur du pacte de l'automobile, alors qu'il était contre par le passé, il devrait se prononcer pour cet accord étant donné qu'il protège le pacte de l'automobile, qu'il renforce les règles initiales qui sont avantageuses pour les fabricants et les travailleurs de l'industrie canadienne de l'automobile. J'ai déjà cité les paroles du président de l'Association des fabricants de pièces d'automobile du Canada. J'ai cité également les déclarations de l'Association des industries automobiles. J'ai aussi cité d'autres représentants de cette industrie. Si le député avait deux sous d'honnêteté, s'il plaçait les intérêts de ses électeurs avant les siens, il se prononcerait en faveur de l'accord de libre-échange, parce qu'il améliore le pacte de l'automobile.

M. Nystrom: Vous n'avez pas répondu à la question, Pat.

M. Foster: Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre du Commerce extérieur (M^{lle} Carney). Dans l'accord commercial, le gouvernement canadien semble vouloir appuyer les États-Unis dans toutes les négociations internationales concernant le commerce et notamment lors des négociations commerciales multilatérales en Uruguay où le Canada va soutenir les États-Unis pour l'élimination des subventions agricoles.

La ministre pourrait-elle nous préciser si le gouvernement canadien va appuyer les États-Unis à l'égard de l'article 11 du GATT qui tend à empêcher des pays comme le Canada de mettre en place des systèmes de gestion de l'offre et d'exercer des contrôles frontaliers? De toute évidence, les États-Unis sont en faveur de la suppression de cet article. La réussite des États-Unis dans ce domaine est très importante pour le Canada. Les Américains ont parlé ouvertement, ils ont dévoilé leur position et leur propositions au GATT, mais le gouvernement canadien a gardé le secret sur les siennes. La ministre refuse de les dévoiler aux agriculteurs et aux autres Canadiens.

Comme ce document indique que nous allons appuyer les États-Unis et éliminer tous les programmes de subventions agricoles, je me demande si la ministre peut nous dire si le gouvernement a l'intention de s'opposer farouchement à la suppression de l'article 11 en vertu duquel sont établis des systèmes de gestion de la demande comme ceux que nous avons dans les secteurs du lait et du poulet? Ou bien va-t-elle capituler et endosser la position des Américains qui veulent supprimer cet article du GATT?